

Il n'y aura pas de bus en site propre sur la N 20

Un couloir devait permettre de relier en 40 minutes les gares de Massy et d'Arpajon au lieu d'1 h 30 en heure de pointe. Mais le projet vient d'être abandonné.

TRANSPORTS

PAR NOLWENN COSSON

IL DEVAIT désengorger la N 20 entre Massy et Arpajon. Mais le bus en site propre ne verra jamais le jour. L'annonce, faite par Stéphane Beaudet, vice-président (ex LR) de la région en charge des transports, a laissé pantois les élus présents. Dans un courrier adressé aux préfets de région et de l'Essonne, et à Valérie Pécresse, la présidente (Libres !) de la région, 16 maires de l'Essonne ont joint leur signature pour réclamer des explications.

« Cette annonce remet en cause dix-sept ans de travail des élus et des techniciens des collectivités territoriales pour construire un plan directeur qui réponde aux besoins de la population et aux enjeux de cet axe structurant, écrivent-ils. 8 M€ de fonds publics ont-



Chaque jour, près de 70 000 conducteurs empruntent la N 20.

ils été engagés pour concevoir ce plan directeur, en pure perte, sachant que nous sommes régulièrement interpellés par les habitants sur leurs difficultés de déplacement et le manque de transports collectifs opérationnels ? »

Chaque jour, 70 000 conducteurs empruntent cet axe. Ce TCSP (transport en commun en site propre) devait permettre de relier les 20 km séparant les gares d'Arpajon et de Massy en 40 minutes contre plus d'1 h 30 aux heures de

pointe. La route devait être élargie afin de conserver les 2 x 2 voies existantes. En 2017, Claude Pons, le président du syndicat mixte de la N 20, annonçait vouloir requalifier la nationale en boulevard urbain d'ici quinze ans.

« Les élus locaux ont pris leur responsabilité, en modifiant leur PLU (NDR : Plan local d'urbanisme) respectif, pour densifier l'habitat et transformer la N 20 en boulevard urbain. Tous les projets en cours respectent le plan di-

recteur de la N 20, donc l'emprise du futur TCSP », rappellent les cosignataires.

Sauf que cette nouvelle, qui semble en surprendre plus d'un, n'en serait pas une. Selon Stéphane Beaudet, ce projet avait été annoncé comme « non viable » depuis 2016. Selon une étude menée entre 2013 et 2014 par le Stif - dorénavant Ile-de-France Mobilités -, le coût des aménagements n'était pas justifié par rapport à la situation actuelle. « A l'époque, j'ai pris

mes responsabilités : ce bus en site propre n'avait pas de modèle économique. Il n'y en aura donc pas, s'agace-t-il. Le syndicat devait revenir vers nous avec un nouveau projet. C'était il y a presque quatre ans et nous n'avons toujours rien. Et c'est à l'approche des élections municipales que les élus commencent à bouger. »

Le syndicat organise aujourd'hui son assemblée générale. A l'ordre du jour : une réflexion sur d'autres propositions d'aménagements. Des pistes de travail qui seront présentées mi-décembre à IDF Mobilités. Claude Pons souffle : « Nous allons poursuivre les aménagements réalisés aux abords de la N 20, au niveau de La Ville-du-Bois, Longpont-sur-Orge ou encore Montlhéry et qui donnent, grâce à un système de feu, la priorité aux bus lorsqu'ils quittent leurs arrêts. De nouvelles stations peuvent être créées et les bus redimensionnés pour accueillir un plus grand nombre de voyageurs. »

Insuffisant, selon Alain Lamour, maire (SE) de Longpont-sur-Orge. « Les usagers ont besoin de bus qui circulent. Je ne vois pas comment cela sera possible lorsqu'ils

seront coincés dans les bouchons. Il faudra m'expliquer comment ils pourront échapper aux embouteillages, s'interroge-t-il. Plus de 10 000 logements vont être livrés dans les années à venir. Si rien n'est fait, la N 20 sera paralysée. »

Pour Youri, de Longpont-sur-Orge, cet abandon est « une vraie bêtise ». Intermittent du spectacle, l'homme de 28 ans se rend régulièrement sur Paris en transport en commun. « Cette semaine, j'étais convoqué à 8 h 30. Pour être sûr de ne pas être coincé dans les bouchons, j'ai pris mon bus à 5 h 45 à Arpajon en direction de Massy, raconte-t-il. C'est la galère. Ce bus en site propre, c'est la solution. Il faut qu'il soit mis en place, et rapidement. »



« 10 000 logements vont être livrés dans les années à venir. Si rien n'est fait, la N 20 sera paralysée »

ALAIN LAMOUR, MAIRE (SE) DE LONGPONT-SUR-ORGE

